

LA MONTAGNE

Accueil > Social

 **Alerte info**

Retraites : François Bayrou dit "non" au retour à l'âge légal de 62 ans

Dans une interview à France Inter, le Premier ministre François Bayrou a répondu "non" à un retour de l'âge de départ à la retraite à 62 ans, ce dimanche 16 mars 2025. Mais il défend le "conclave" mis en place avec les partenaires sociaux sur le sujet des retraites.

Par AFP

Publié le 16 mars 2025 à 14h24

• Mis à jour le 16 mars 2025 à 15h12

51 commentaires

VIDÉO. Concertations sur les retraites : quelles so...





Arrêtez d'acheter des panneaux solaires, essayez ce truc génial (vous allez ado



Arrêtez d'acheter des panneaux solaires, essayez ce truc génial (vous allez ado

François Bayrou à l'Assemblée nationale © Julien de Rosa

Le Premier ministre François Bayrou a exprimé dimanche sa "divergence" avec son prédécesseur Edouard Philippe, candidat à la présidentielle, qui juge "complètement hors-sol" et "déjà totalement dépassé" le "conclave" de concertations entre partenaires sociaux sur les retraites mis en place par le gouvernement au vu du contexte international.

VIDÉO. Concertations sur les retraites : quelles so...



"J'ai en effet une divergence avec Edouard Philippe. Edouard Philippe considère que la démocratie sociale et les partenaires sociaux, c'est négligeable, qu'il faut (les) laisser de

côté, qu'il faut considérer que désormais la décision doit venir du sommet et s'imposer à la base", a affirmé **dans l'émission Questions politiques sur France Inter le chef du gouvernement.**

"Se demander quelle méthode nous pouvons trouver, pour ce qui est des retraites du public, pour qu'on ait, à terme, un retour à un meilleur équilibre des finances publiques"

François Bayrou

François Bayrou a aussi répondu "non" à un retour de l'âge de départ à la retraite à 62 ans — contre 64 ans dans la loi actuelle -. "Je ne crois pas que la question paramétrique, comme on dit, c'est-à-dire la question de dire "voilà l'âge pour tout le monde" (...) soit la seule piste", a-t-il ajouté.

"Nous devons à tout prix avoir deux discussions, une sur le privé, avec l'exigence de revenir à l'équilibre en 2030" et "deuxièmement, se demander quelle méthode nous pouvons trouver, pour ce qui est des retraites du public, pour qu'on ait, à terme, un retour à un meilleur équilibre des finances publiques", a-t-il développé.

"Compte tenu des menaces, on ferait bien de réunir les forces sociales et politiques, non pas pour leur demander s'il faut revenir sur une réforme déjà votée, mais pour se demander comment s'adapter à un effort à venir considérable, presque existentiel", avait fait valoir vendredi dans Le Figaro M. Philippe qui tient un congrès dimanche.

Le bien-fondé de ces négociations remis en cause

Face à ces critiques, la patronne de la CFDT, Marylise Léon, a défendu samedi dans Ouest-France les concertations sur les retraites, en considérant qu'il s'agissait d'un rendez-vous "utile et nécessaire".

Mme Léon a en outre estimé que le débat, sur fond de guerre en Ukraine et de menace russe, visant à instaurer la primauté de l'économie de guerre sur les dépenses sociales, était "très opportuniste".

VIDÉO. Concertations sur les retraites : quelles so... 

Plusieurs acteurs du monde politique et économique, à l'instar de M. Philippe ont remis en cause le bien-fondé de ce conclave — duquel Force ouvrière a claqué la porte — au regard des changements géopolitiques et de l'effort de défense qui doit être produit.